CDEN du 10 février 2022

Déclaration préalable de la FSU

SNES-FSU 70 - SNUipp-FSU 70

Durant ce mois de janvier, les enseignant·es du 1^{er} et du 2nd degré, les AESH et les personnels de vie scolaire étaient en grève pour exiger un recrutement de personnels, notamment pour faire face à la crise, pour demander une réelle revalorisation salariale pour toutes et tous et une nécessaire sécurisation des établissements scolaires. Le salaire actuel des enseignant·es, AESH et psychologues de l'Éducation nationale, ne contribue pas à une reconnaissance de leur métier avec des moyennes de rémunération bien en dessous des autres pays de l'OCDE. Si la pandémie a mis en lumière le rôle primordial de l'école et de ses personnels, le déclassé salarial contribue à une désaffection pour les métiers de l'enseignement, aggravée par la dégradation des conditions de travail. Malgré la mobilisation forte de tous les corps de l'Éducation Nationale, la rentrée se prépare une fois de plus dans de mauvaises conditions.

Dans les collèges de Haute-Saône, la préparation de la rentrée 2022 se fait de façon bien peu optimiste. Après plusieurs années successives de baisse des moyens, le statut quo d'une DGH identique à celle de l'année dernière ne peut absolument pas être vu comme une bonne nouvelle. Alors que les collèges auraient besoin de moyens supplémentaires pour accueillir dans de meilleures conditions les élèves durement touchés par deux années de crise sanitaire, il va falloir encore faire avec peu, quand ce ne sera pas avec moins dans certains établissements. Ainsi ce sont déjà 4 postes qui s'annoncent supprimés au collège de Luxeuil, qui paie encore lourdement la fusion. Ce seront des effectifs très chargés et des compléments de services en nombre au collège REP de Gray Romé, des effectifs flirtant ou dépassant les 30 élèves dans certains niveaux comme à Favorney ou à Pesmes pour ne citer que quelques exemples. Ce n'est pas ainsi qu'on pourra lutter convenablement contre le décrochage scolaire qui s'est accentué avec les deux confinements des printemps 2020 et 2021 et davantage encore avec les absences qui se multiplient cette année, en particulier depuis le début de la vague Omicron. Et dans les classes à effectif chargé, l'accueil des élèves à besoin particulier se fera une fois de plus dans des conditions dégradées.

Concernant la lutte contre la pandémie, il faut rappeler ici combien il est important d'investir dans les moyens de prévention. Si les masques et les autotests pour les personnels sont enfin arrivés fin janvier, il est regrettable que le Conseil Départemental fasse le choix de ne pas investir dans des capteurs de CO2 et des purificateurs d'air, alors que la Région l'a fait pour les lycées. La crise COVID a en

effet montré l'importance de l'aération des classes et elle a mis en avant la mauvaise qualité de l'air dans les établissements recevant du public. Beaucoup de collègues n'ont à ce jour pas de système de ventilation adéquat et s'il était relativement aisé de faire cours toutes fenêtres ouvertes jusqu'à fin octobre, cela est devenu nettement moins évident depuis que les températures hivernales sont négatives. Et que dire des cantines où les élèves ne peuvent évidemment pas porter le masque. Par ailleurs, l'entretien des équipements existants n'est pas toujours optimal.

Concernant le premier degré, il faut un plan d'urgence pour l'école ! Le ministre de l'Education Nationale se vante d'avoir maintenu les écoles ouvertes, mais peut-on encore parler d'école quand les élèves sont présents au compte-goutte, au gré des fluctuations du virus et de ses variants, quand ils ne sont pas tout simplement absents faute de test ? Les élèves sont accueillis, mais les conditions d'exercice sont loin d'être ordinaires. De quelle continuité pédagogique peut se prévaloir M. Blanquer ? De celle que les enseignant·es essaient tant bien que mal de mettre en place après la classe, au détriment de leur vie personnelle et de leur santé ? De celle qu'ils mènent même en étant malades ? Il n'est plus possible d'estimer que l'école en 2022 doit être considérée de la même façon qu'avant la crise sanitaire. Mais quelle réponse pour l'année prochaine ? Une dotation en postes pour la Haute-Saône négative ! Il faut rendre 6 postes !

Alors que la crise sanitaire a désorganisé les écoles et les apprentissages, il est essentiel que le nombre d'élèves par classe soit partout très allégé, alors qu'elle a montré à quel point les écoles fonctionnent à flux tendu, il est indispensable d'avoir des personnels supplémentaires dans les écoles : des RASED complets, des enseignants surnuméraires, des remplaçants, des personnels d'aide à la direction... Parlons-en des directrices et directeurs d'école qui sont toutes et tous au bord de la rupture ! Gestion des attestations, du calendrier de retour des élèves, en première ligne face à des parents excédés devant refaire tester leur enfants semaine après semaine, (et oui, c'est bien cela l'application du protocole inadapté en rapport avec la durée de contamination et d'incubation du variant o-micron ...!) et devant faire face aux classes qui vaquent par dizaines dans chaque circonscription chaque jour par manque de remplaçant.

Le remplacement, nous y voici : nous terminerons cet alarmant constat sur la difficulté du remplacement des professeurs absents. Contrairement à ce qu'a dit le ministre de l'Education Nationale Jean-Michel Blanquer sur BFM TV le 26 janvier dernier, les remplacements ne sont pas "globalement assurés".

Dans le premier degré, on est monté jusqu'à plus de 70 classes non remplacées sur une même journée dans le département... Les enseignants du 2nd degré absents pour

cause de contamination COVID ne sont jamais remplacés, puisque cette absence est inférieure à 15 jours. Et si ce sujet est venu sur le devant de la scène avec la crise sanitaire, la question du remplacement est un problème qui s'est dégradé d'année en année du fait des suppressions de postes. Le manque de TZR est flagrant cette année et les remplacements de moyenne et longue durée ne sont plus correctement assurés, qu'il s'agisse d'absences pour congé maladie ou congé maternité prévu de longue date. Pour preuve la manifestation des lycéens de Gray Cournot au début du mois de janvier pour obtenir le remplacement d'un professeur de lettres absent depuis 2 mois, le recrutement d'enseignants en CDD affiché en janvier sur la page Facebook du Pôle-Emploi de Luxeuil pour des postes en Histoire-géographie et en Lettres aux collèges de Fougerolles et de Luxeuil ou encore l'absence de remplaçants en Histoire-géographie durant plus de 7 semaines consécutives au Lycée Belin et depuis le début du mois de janvier sur un poste partagé entre le collège de Dampierre et le lycée Cournot de Gray. A Belin et à Dampierre, ce sont des professeurs à temps plein dans l'établissement qui assurent cette semaine quelques heures de remplacement auprès des classes à examens pour essayer de combler les retards accumulés !

En conclusion, l'Éducation Nationale a besoin de moyens humains, matériels et financiers pour fonctionner et accueillir convenablement et dignement les élèves. Et quoique qu'en dise le Ministre dans les médias, le bilan n'est actuellement guère reluisant. Les problèmes de fond demeurent et la gestion de crise a été et reste bien aléatoire.

Malgré tout, soyez sûrs, Mesdames et Messieurs, que nous ne sommes en rien résignés. Attachés au service public en tant que citoyens et agents, nous continuerons à lutter contre les attaques et la politique de destruction à laquelle l'Éducation Nationale fait malheureusement face.